

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet/août) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 286 – Mars 2025

Jean le mineur

-1945-1946

-1952-1953

-1957-1958

Dossier

Journée internationale des femmes
du 8 mars

Angela Davis

Clara Zetkin

Au revoir Ebru

Société

Les hôpitaux face à une nouvelle
pandémie : ...

Fin de la thermique en 2035 : ...



JEAN LE MINEUR

1945 - 1946



Je continue le travail de conducteur de locomotive. Bien sûr, je gagne moins que manœuvre de nouveau. Et les mois passent. Je me souviens à la fin de notre journée, je ramenait un train d'ouvriers et lorsque je rentrais le premier dans la chambre d'envoyage (ils avaient la première cage): alors, ils criaient : « C'est un bon machiniste, le Wallon! »

Et nous voilà arrivés au mois juillet avec les congés payés. Mes frères Joseph et Auguste qui travaillaient à Mariemont Bascoup, siège numéro 6 de Trazegnies m'avaient écrit que c'était un très bon charbonnage et que les chefs étaient respectueux de l'ouvrier. Ils n'étaient pas grossiers pour commander.

En juillet donc, ils sont venus à Bourg Léopold à vélo accompagnés de Denise Woiche, l'épouse de Joseph et de Denis, le frère de Denise.

Mais en relisant mes papiers, je constate que c'est au mois d'août qu'ils sont venus. Ils m'ont tellement raconté qu'ils étaient bien dans leur travail que mon épouse Josée et moi avons décidé revenir en Wallonie. Alors, j'ai marqué mes jours comme on le faisait pour donner son préavis. C'est ainsi que nous sommes revenus à Courcelles à la fin du mois d'août 1946.

Nous avons habité chez Joseph et Denise en attendant de posséder une maison et j'ai commencé à travailler le 5 septembre 46. Je fus engagé comme ouvrier abatteur de charbon et tout de suite, nous avons économisé pour acheter une habitation.

Comme mes frères me l'avaient dit, on était bien au travail car là, dans ce charbonnage, on pouvait laisser sa chemisette et même un petit pull pour travailler car les travaux étaient bien aérés. Mes débuts furent durs. J'étais dans une taille de 80 cm d'ouverture et le toit était très mauvais. Heureusement, j'avais l'aide de mon frère Auguste.

Tout de suite, mon porion Jean-Baptiste Duquesne m'a conseillé d'aller à l'école industrielle de Morlanwelz. Nous avons hésité bon hésiter mais d'autres porions nous ont encouragés et c'est ainsi qu'avec mon frère Joseph, nous sommes entrés à l'école en septembre 1947 avec mon frère Joseph. Auguste, lui, n'a pas voulu disant qu'il avait déjà assez de travail avec sa famille nombreuse.

Début 1948, Joseph est surveillant. Nous avons réussi notre première d'école. Nous avons repris la deuxième année en septembre 1948 et au début de 1949 on m'a confié un poste de surveillant.

Fin juin, nous avons également réussi notre deuxième année. Nous fûmes bien récompensés : Joseph est nommé porion au mois de juillet et moi, à la fin d'août.

Le conducteur Armand Chapelle m'a conseillé de continuer l'école et en septembre, je me suis un inscrit en 3e année des cours de mine.

Au mois d'août 1949, je dois accepter de travailler au poste de nuit car à ce moment, le conducteur me dit de commencer au 3ème poste le 22 août 1949. Il m'annonce que je suis nommé porion avec rétroactivité au 1er août. Il me dit : « Vous pouvez revenir travailler avec moi. Je vous prêterai de l'argent car aujourd'hui vous n'aurez plus de salaire. Vous serez payé le 5 septembre. » Je lui dis que cela pouvait aller et que j'attendrais bien jusqu'au 5 du mois suivant. Alors il m'a félicité en me disant : « Vous êtes le premier surveillant nommé porion qui répond qu'il a assez d'argent. »

Au mois d'août, au troisième poste, je devais consolider les tailles, faire du remblayage, doubler la boiserie et quand le terrain était trop mauvais, nous faisons des piles avec de vieilles billes de chemin de fer. Cela me plaisait car nous avions beaucoup moins de poussière qu'à l'abattage du 1er poste.

Mon frère Joseph est venu quelques mois avec moi. Lui qui avait toujours participé à la bataille du charbon me disait que le travail de nuit était beaucoup moins fatigant. Mais voilà, sa femme ne voulait pas qu'il travaille durant la nuit Elle est même allée à la mine trouver l'ingénieur, Monsieur Istace pour remettre Joseph au premier poste. Comme l'ingénieur lui répondit qu'il n'y avait pas de place au premier poste qui s'effectuait de 6h à 14h, elle lui dit : « Alors vous n'avez qu'à le remettre ouvrier mais il doit travailler au premier poste. »

Cette démarche de son épouse s'est passée en 1950. Avant de venir au poste de nuit, Joseph était porion à la taille 27 à 570 mètres. Le porion qu'il a remplacé le

Nouvelles

matin dans cette taille a été tué lors du coup de grisou du 10 mai 1950.

Après la catastrophe, Joseph a repris le travail au premier poste. Avant les événements, nous étions huit frères au siège numéro 6. Six travaillaient au fond (Auguste, Joseph, Jean-Baptiste, Georges et Yvon, je tairai le nom du 6e. Deux étaient à la surface (Albert et Pierre). Ce dernier n'est plus descendu après la Libération. Moi, j'ai continué à travailler au 3ème poste de nuit.

En ces années, il y avait un sauveteur guide à chaque charbonnage. Et chez nous, c'était le porion Jean Debacker. Mais après la catastrophe, il fut malade, les voies respiratoires endommagées par les poussières. Alors au début de 1951, je fus appelé chez l'ingénieur Istace. Celui-ci me dit que j'étais désigné comme sauveteur guide.

Un peu après, on a nommé un sauveteur à chaque poste donc à ce moment, nous étions trois porions sauveteurs guides plus l'ingénieur : au premier poste Sydeck Stanislas, au deuxième poste, Willy Meulens et au troisième poste moi, Jean Sturbois.

Fin 1953 j'ai travaillé un peu du matin ce qui veut dire 6 mois au premier poste puisque Albert habitait chez nous avec son petit gamin André. Mais après 6 mois, Albert et André sont partis habiter au Baty chez mes parents. Alors, je suis retourné travailler au poste de nuit.

Ce poste me plaisait bien. J'avais beaucoup de travail à effectuer à l'entretien et je devais surtout consolider les travaux pour la sécurité des ouvriers abatteurs de charbon.

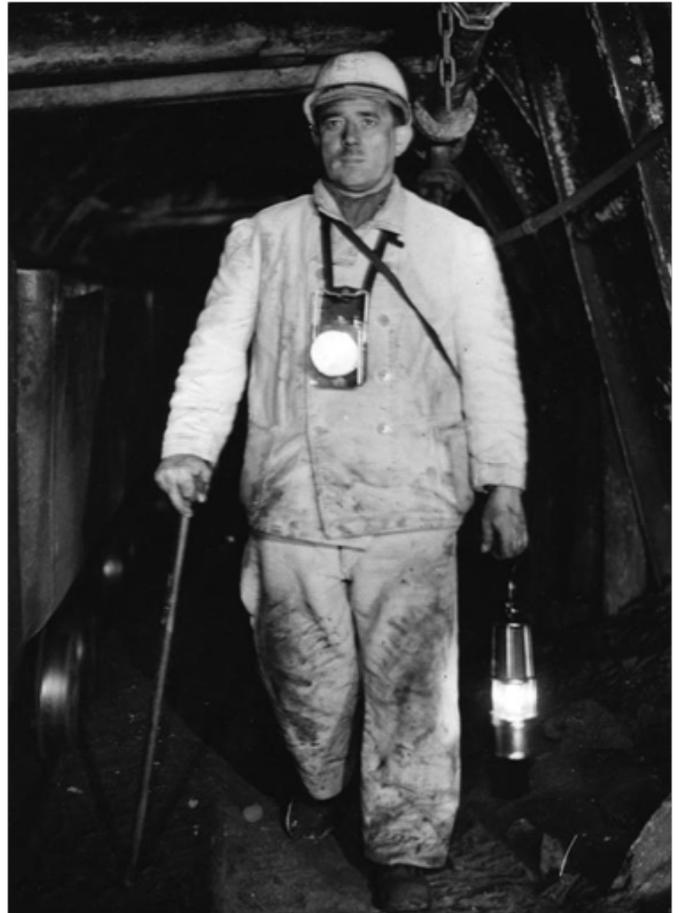
Et les années passèrent. Mais en 1954, j'ai une discussion avec Fernand, le chef porion. J'ai refusé de faire miner dans un crochon de toit parce que je lui avais demandé un ordre écrit. Comme c'était lui qui commandait, c'était lui qui devait miner. Il a refusé de m'écrire l'ordre. Alors j'ai refusé de faire miner. Mon boutefeuf à ce moment, c'était Gustave Navez de Trazegnies.

Quelques jours après cette algarade avec le chef porion, Monsieur Istace et Monsieur Monnoyer, l'ingénieur de sécurité m'ont appelé avec le boutefeuf. Ils nous ont expliqué comment réaliser de petites explosions avec de la poudre bicarbite. Cette poudre explosive est fracassante et non bruyante. Cela veut dire qu'après avoir miné, un ouvrier pouvait continuer à faire le passage au marteau pique car la dynamite, elle, était destructrice. J'avais reçu un ordre écrit des ingénieurs.

J'ai continué ce travail chaque jour pendant plusieurs semaines. Tout en étant au 3ème poste, je pouvais aider mon frère Joseph qui était porion au premier poste.

J'arrangeais bien les trémies pour qu'il n'y ait pas trop de mal. Chaque fois que je le pouvais, le boutefeuf et moi, nous lui apportions des chariots vides pour qu'il puisse faire charger tout de suite le charbon par des premiers ouvriers afin que les hommes du dessus de la taille puissent être dégagés le plus vite possible et puissent faire descendre les boiseries aux ouvriers.

Tout fonctionnait très bien si bien que souvent, je prenais un marteau pique pour abattre le charbon. Je savais où mon frère était placé et à cet endroit, je faisais un trou en avant à l'abri des gaillettes et des bèles et bois qui descendaient avec le charbon



Malheureusement, c'était trop beau pour que cela puisse continuer. Le pied de taille était environ 25 mètres plus bas que le niveau de 640 m. Donc le transport se faisait par la vallée et c'est pour cela que je dégageais la galerie avec Alexandre, l'ajusteur et parfois Gustave, le boutefeuf. Alors à partir du niveau de 640, il y avait une petite taille qui nous suivait. Cette taille marchait à mi-temps occupée par une douzaine d'ouvriers et manœuvres. Avec ces quelques hommes, nous avions le tonnage demandé par les patrons.

1952 - 1953

Je peux dire que le travail s'effectuait de temps en temps avec une taille difficile. Je me souviens d'une taille qui était menée par un porion, Jean et un sur-



veillant, Henri. Ils ne parvenaient pas à la faire bien fonctionner sur toute sa longueur. La nuit, c'était un surveillant nommé Richard qui avait la charge de l'entretien mais il ne savait pas bien se faire obéir. On faisait du faux remblai et c'était mal consolidé.

Moi, j'étais à ce moment dans une belle taille d'une ouverture de 1,50 mètre à 2 mètres. À un bon moment, j'avais jusqu'à 20 voire 30 ouvriers et manœuvres. Mais voilà que la veine suivait une taille ou crochon. La taille perdait 0,50 mètre par journée de travail sur sa longueur.

Il arriva à un moment où j'eus la belle vie car je n'avais plus que 10 à 15 ouvriers. Et voilà qu'une nuit, le chef porion, Fernand est passé et me commanda de l'accompagner à la petite taille là où était occupé Richard. Nous avons descendu cette taille qui était en très mauvais état. Ce n'était pas croyable qu'on ait laissé des ouvriers dans une telle taille. Ce qui devait arriver, arriva. On a dû l'arrêter. Monsieur Istace, l'ingénieur avait même interdit la descente de celle-ci par un homme seul. Alors, Monsieur Istace a changé les porions : au poste du matin mon frère Joseph, au poste d'après-midi, Raymond Gamahe et au poste de nuit moi, Jean Sturbois.

En deux semaines, nous avons remis la taille en ordre. Elle faisait de 60 à 80 centimètres de hauteur et c'était du bon et beau charbon.

Arriva le mois de décembre 1953, André, fils de mon

frère Albert est né. La maman mourut 4 jours après la naissance. Mon frère nous a demandé de venir habiter chez nous avec son bébé. Avec mon épouse Josée, j'ai accepté. Alors j'ai demandé à Monsieur Istace de pouvoir travailler au premier poste en raison du changement dans ma vie familiale.

Me voilà porion à l'abattage aidé par un surveillant Monsieur Cansse Émile. Au début, j'ai même eu beaucoup de mal n'ayant plus l'habitude et surtout de devoir courir dans les galeries pour faire suivre les rames de chariots vides car je devais faire charger de 325 à 350 chariots.

Un jour, alors que j'étais très occupé à faire monter des chariots vides à front de taille, arrivèrent Monsieur Monnoyer, ingénieur à la sécurité, accompagné par l'ingénieur Dupuis. Monsieur Istace était aussi passé dans la taille bien remplie de charbon du puits. Monnoyer commença à crier disant que c'était de l'insécurité étant donné le manque de chariots. Mais tout de suite, Monsieur Istace prit ma défense en lui expliquant que je n'étais là que depuis quelques jours. Alors il me dit de bien faire attention afin qu'il ne manque pas de boiserie pour les ouvriers. Je leur fis remarquer que j'avais un surveillant, Cansse Émile au-delà de la taille, chargé de faire descendre la boiserie et qu'il faisait bien son travail

Mais ce travail ne dura que six mois car au mois de juin, mon frère Albert retourna chez nos parents en emportant André, son bébé. Et moi, je retournais à

mon travail de nuit.

C'est cette année que le numéro 7 de Mariemont Bascoup fut fermé. Alors nous avons reçu des ouvriers, des manœuvres et du personnel de maîtrise. C'est ainsi que j'ai repris le travail au poste de nuit en juin 1954 si mes souvenirs sont exacts. Je crois bien avoir repris le travail à l'étage 570 mais je ne me souviens plus du numéro ni de la taille.

Nous voilà en fin 1954 et il se passa bien des choses parmi le personnel de maîtrise. Le conducteur des travaux prenait sa retraite. Alors, c'est Jean-Pierre qui devint conducteur. Il sera remplacé par un chef porion venant du n° 7 qui arrivait vers la fin de sa carrière. En 1955, nous rejoignirent deux chefs porions venant du n°7 qui venait de fermer.

Alors, beaucoup de choses ont changé puisque on avait un conducteur et trois chefs porions venant du numéro 7, les plus vieux porions du numéro 6 ont pris leur retraite puisqu'on leur coupait l'herbe sous les pieds, eux qui avaient espéré terminer leur carrière.

Comme chef porion, je me retrouvais au numéro 640. Dans cette taille, c'était mon frère Joseph au premier poste, Raymond Gamache au deuxième poste et moi-même au troisième poste. Nous faisons du bon travail et je pouvais aider mes frères Joseph et... Mais cela ne dura pas longtemps car j'ai eu des ennuis avec le chef porion à cause du grisou. J'avais interdit de miner sur la voie supérieure de la taille 20. En revenant d'une tournée que j'avais faite sur un bouveau, j'ai entendu miner une galerie. Je me suis vite dirigé vers celle-ci et j'ai rencontré ce chef porion à qui j'ai fait remarquer que j'avais interdit de miner. Il m'a répondu qu'on ne pouvait pas se permettre d'arrêter la taille ne serait-ce qu'un jour car on n'avait pas d'autres tailles pour déplacer les ouvriers abatteurs et qu'il avait effectué un contrôle : » Il n'y avait plus de grisou. »

1957- 1958

J'ai eu beaucoup d'ennuis avec Messieurs les ingénieurs et directeur. On m'a changé de travail. On m'a déplacé au désameublement donc je devais surveiller les étages 490 et 570. J'ai eu des discussions continues avec le chef porion ainsi qu'avec le conducteur, Monsieur Jean-Pierre. Je devais faire très attention à mon travail car j'étais surveillé de près par mes supérieurs. Ils cherchaient vraiment à me prendre en défaut.

Pour mes frères, Joseph et... C'était bien dommage car étant porion à la même taille, je pouvais les aider beaucoup afin qu'ils aient moins de mal. Mon frère ... qui était au bouveau a été placé dans la



Jean Sturbois

taille 20 en raison du fait qu'il n'y avait plus de bouveaux en chantier.

Donc début 1958, les travaux préparatoires étaient finis. On a commencé à placer des porions au charbonnage Saint Arthur et au numéro 5, deux puits de la même société. Les premiers déplacés étaient Desmet, Dolivier, Hurbain, Joly, Syndeck. Ce dernier était porion à la sécurité.

Et voilà que le conducteur est mis à la retraite, atteint par l'âge et 30 années de mine. Alors le porion à la sécurité m'avait prévenu que je pourrais être choisi comme chef porion au troisième poste. Il m'avait dit : « Vous êtes trois porions : vous Sturbois, Gamache et Lecomte du numéro 51. » Alors je suis passé auprès des ingénieurs Monsieur Istace et Mutitn ainsi qu'après du directeur Monsieur Mouton. Ce dernier me dit que j'étais trop jovial avec le personnel. J'ai répliqué qu'il ne fallait pas frapper les gens pour les faire travailler et que jamais depuis mon entrée dans le personnel de maîtrise en 1949, je n'avais eu à déplorer un accident grave et que j'en étais fier. Mais c'est un chef du numéro 5 qui a été nommé chef porion au numéro 6.

C'est donc au cours de l'année 1958 que de grands

changements s'effectuèrent dans le personnel de maîtrise. Le conducteur et les trois chefs porions que nous avions venaient du puits numéro 7. Alors moi comme porion au désameublement à 490, j'ai terminé ce travail au début de 1959. C'est ainsi que je reprends une place dans une taille pour quelques mois seulement puis le 15 novembre 1959, je suis déplacé au numéro 5 étant donné que le siège numéro 6 ferme ses portes.

Je suis toujours au troisième poste et dans une taille avec beaucoup de dérangements, très difficile. J'avais beaucoup d'heures supplémentaires et je remontais vers 8h, 8h30. Je fus dégoûté de ce travail tout comme les ouvriers qui restaient avec moi. Nous étions très fatigués.

Mon médecin m'a conseillé de prendre du repos. C'est ainsi que le 12 mai 1960, j'arrêtais et je passai des visites chez les spécialistes qui m'invitèrent à prendre ma retraite puisque j'avais 25 ans de service de fond.

Après 6 mois de maladie, j'étais pensionné invalide le 1er novembre 1960. J'ai reçu la pension de carrière complète le 1er janvier 1970.

J'étais une gueule noire

Jean le mineur.

Dans nos prochains numéros, Jean le mineur nous parlera de la vie des enfants dans la mine.

DOSSIER

Journée internationale des femmes du 8 mars



La Journée internationale des femmes (selon l'appellation officielle de l'ONU), également appelée journée internationale des droits des femmes par l'ONU Femmes et par certains pays ou régions comme la France ou le Québec, est célébrée le 8 mars. C'est une journée internationale mettant en avant la lutte

pour les droits des femmes et notamment pour la fin des inégalités hommes-femmes.

Cette journée est issue de l'histoire des luttes féministes menées sur les continents européen et américain. Le 28 février 1909, une « Journée nationale de la femme » (National Woman's Day)⁶ est célébrée aux États-Unis à l'appel du Parti socialiste d'Amérique⁷. À la suite d'une proposition de Clara Zetkin en août 1910 à Copenhague, l'Internationale socialiste des femmes célèbre le 19 mars 1911 la première « Journée internationale des femmes » et revendique le droit de vote des femmes, le droit au travail et la fin des discriminations au travail⁷. Depuis, des rassemblements et manifestations ont lieu tous les ans.

C'est la Russie soviétique qui est le premier pays à l'officialiser en 1921 en en faisant un jour férié mais non chômé jusqu'en 1965. L'évènement restera principalement cantonné aux pays du bloc socialiste jusqu'à la fin des années 1960, lorsqu'il sera repris par la deuxième vague féministe. Dans ce contexte, une Journée des femmes en Europe a été organisée en Belgique le 11 novembre 1972, en présence de Simone de Beauvoir, et a rassemblé 8000 femmes. C'est finalement en 1977 que les Nations unies officialisent la journée, invitant tous les pays de la planète à célébrer une journée en faveur des droits des femmes. La « Journée internationale des femmes » fait ainsi partie des 87 journées internationales reconnues ou introduites par l'ONU. C'est une journée de manifestations à travers le monde : l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes dans la société et de revendiquer plus d'égalité en droits. Traditionnellement, les groupes et associations de femmes militantes préparent des manifestations partout dans le monde, pour faire aboutir leurs revendications, améliorer la condition féminine, fêter les victoires et les avancées.

Dans le langage populaire, le marketing ou les médias, elle est parfois désignée, de façon abusive, par l'expression « Journée de la femme », parfois assortie de l'adjectif « internationale » ou « mondiale ».

Historique

Une naissance dans la mouvance socialiste puis soviétique

Une première Journée nationale de la femme (« National Woman's Day ») a lieu le 28 février 1909 à l'appel du Parti socialiste d'Amérique. Cette journée est ensuite célébrée le dernier dimanche de février jusqu'en 1913. En particulier, l'ouvrière socialiste Theresa Serber Malkiel eut un important rôle d'organisatrice dans ce mouvement.

En 1910 à Copenhague, lors de la IIe conférence

internationale des femmes socialistes qui réunit une centaine de femmes venant de 17 pays différents, est adoptée l'idée d'une « Journée internationale des femmes » sur une proposition de Clara Zetkin (Parti social-démocrate d'Allemagne), sans qu'une date ne soit avancée. Cette journée est approuvée à l'unanimité d'une conférence réunissant 100 femmes socialistes en provenance de 17 pays. Le Journal du CNRS relève que « la Journée des femmes est donc l'initiative du mouvement socialiste et non du mouvement féministe pourtant très actif à l'époque », l'historienne Françoise Picq ajoutant que « c'est justement pour contrecarrer l'influence des groupes féministes sur les femmes du peuple que Clara Zetkin propose cette journée », rejetant « l'alliance avec les "féministes de la bourgeoisie" ». Le texte de la résolution, approuvée par le congrès de la Deuxième Internationale, précise que « les femmes socialistes de tous les pays devraient l'organiser en collaboration avec les organisations politiques et syndicales » et que « l'objectif immédiat était d'obtenir le droit de vote », ce qui provoque « des perplexités » selon la chercheuse Alessandra Gissi « puisque les partis socialistes soutenaient sans enthousiasme la revendication du suffrage féminin ».

La première Journée internationale des femmes est célébrée l'année suivante, le 19 mars 1911, pour revendiquer le droit de vote des femmes, le droit au travail et la fin des discriminations au travail. En Allemagne, en Autriche, au Danemark et en Suisse, plus d'un million de personnes participe aux rassemblements.

Le 25 mars 1911, un incendie pendant une grève des couturières dans un atelier textile de Triangle Shirtwaist à New York tue 140 ouvrières, dont une majorité d'immigrantes italiennes et juives d'Europe de l'Est, enfermées à l'intérieur de l'usine⁰. Cette tragédie, liée à l'exploitation des femmes ouvrières, a un fort retentissement et est commémorée par la suite lors des Journées internationales des femmes qui font alors le lien entre lutte des femmes et mouvement ouvrier.

De 1911 à 1915, des « journées internationales de la femme » ou « des ouvrières » sont célébrées dans plusieurs pays, notamment en Allemagne, en Autriche, en France et en Russie. Le 8 mars 1914, les femmes socialistes organisent de nombreux événements à Berlin, en particulier pour revendiquer le droit de vote : selon la chercheuse Alessandra Gissi, il s'agit du « premier véritable 8 mars », mais « la date semble avoir été choisie par hasard ». L'affiche dessinée pour l'occasion (ci-contre) est l'une des plus connues sur le sujet : elle se caractérise par des contrastes de couleurs d'inspiration expressionniste et le slogan « En avant avec le droit de vote aux femmes ! »

Le 8 mars 1917 ont lieu, à Petrograd, des manifestations d'ouvrières que les bolcheviks désignent comme le premier jour de la révolution russe. La révolutionnaire Alexandra Kollontai évoque une « journée internationale des ouvrières », « devenue une journée mémorable dans l'histoire », lors de laquelle des « femmes, ouvrières et épouses de soldats » ont « [exigé] du pain pour leurs enfants et le retour de leurs maris des tranchées ». Cet événement consacre la date du 8 mars en tant que Journée internationale de la femme : elle est désormais l'occasion pour les partis communistes de mobiliser les femmes.



Affiche allemande de 1914

C'est en souvenir de cette première manifestation de la Révolution que, le 8 mars 1921, Lénine aurait décrété la journée « Journée internationale des femmes » (« Международный женский день »). Il n'est en fait pas certain que Lénine y soit pour quelque chose, ce serait plutôt la proposition d'une « camarade bulgare » de l'Internationale communiste. Par la suite, la journée est célébrée dans tout le bloc de l'Est.

Plusieurs pays célèbrent le 8 mars après la Se-

conde Guerre mondiale. En 1946, les pays de l'Est qui viennent de passer sous la coupe soviétique célèbrent la journée des femmes. La « greffe » de cette commémoration russe passe souvent par la propagande. La radio tchécoslovaque décrit alors, avec emphase, pour les citoyens tchécoslovaques, à quoi ressemble la journée des femmes à Moscou : « des avions apportent quotidiennement du mimosa, des violettes et des roses du Caucase et de Crimée [...]. Les usines ont réservé des théâtres entiers uniquement pour leurs ouvrières. Les femmes sont des millions et des millions d'hommes, de pères, d'amants et de collègues de travail les couvrent de fleurs — littéralement — parce que la femme socialiste célèbre aujourd'hui sa fête, la fête de son émancipation ».

Reconnaissance par les Nations unies

Le 8 mars 1977, reprenant l'initiative communiste et à la suite de l'année internationale des femmes de 1975, l'Organisation des Nations unies adopte une résolution enjoignant à ses pays membres de célébrer une « Journée des Nations unies pour les droits des femmes et la paix internationale » plus communément appelée par l'ONU « Journée internationale de la femme ».

Extrait de Wikipédia

Angela Davis

Je n'accepte plus les choses que je ne peux pas changer. Il est désormais temps que je change les choses que je ne peux pas accepter.



Angela Davis est une militante des droits de l'Homme et professeure de philosophie originaire des Etats-

Unis. Elle est née dans l'État de l'Alabama où elle est confrontée dès son plus jeune âge à la ségrégation et au racisme, dans un environnement particulièrement hostile aux Africains-Américains. A quatorze ans, la jeune fille part poursuivre ses études à New-York où elle est immergée dans un environnement engagé dans la mouvance socialiste.

En 1962 elle rejoint l'université du Massachusetts et effectue plusieurs séjours en France, tout en suivant la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis. A son retour, elle se consacre à sa thèse dirigée par Herbert Marcuse, philosophe et sociologue marxiste.

En 1968, elle rejoint le Black Panther Party et le Che-Lumumba Club, une section du Parti communiste réservée aux noirs. Surveillée par le FBI, elle se retrouve accusée d'avoir participé à l'organisation d'une prise d'otage. Après une longue cavale, elle est emprisonnée pour ce crime passible de la peine de mort. Un vaste mouvement de soutien s'organise dans tout le pays et à l'international, où elle compte des soutiens d'intellectuels français tels que Jean-Paul Sartre, Jacques Prévert. Elle est finalement acquittée et poursuit sa carrière universitaire où elle occupera le poste de directrice du département d'études féministe de l'université de Californie.

Aujourd'hui, encore en activité, Angela Davis y enseigne « l'Histoire de la prise de conscience » (History of Consciousness). Connue pour son militantisme, notamment comme fervente opposante à la guerre du Vietnam, elle continue de se battre contre toutes les formes de dominations et discriminations : racisme, sexisme, écocide, etc.

Fondation pour la mémoire de l'esclavage

Angela Davis : « Pour obtenir des victoires contre le racisme et le patriarcat, il nous faut défier le capitalisme »

À 81 ans, la radicalité intacte, Angela Davis continue de transmettre, inlassablement : tant qu'il cultive l'espoir et l'érige en discipline, le peuple est le moteur de l'histoire. L'icône anticapitaliste et défenseuse des droits humains nous a accordé un entretien exclusif lors de son passage à la Fête de l'Humanité.

« Les Palestiniens ont été parmi les premiers à soutenir la lutte des Noirs aux États-Unis et à se lever au moment des manifestations de Ferguson en 2014 (à la suite de l'assassinat de Michael Brown par un policier – NDLR). Ils ont en quelque sorte initié le mouvement de solidarité à l'échelle internationale autour de Black Lives Matter », explique Angela Davis.

© Magali Bragard

Elle est arrivée, solaire, au petit matin. À l'heure où la Fête de l'Humanité a encore les yeux embués, Angela Davis s'est prêtée au jeu de l'interview au Village du monde alors que les petites mains, affairées à mettre en place les chaises ou à chercher un collier de serrage pour un tuyau qui fuit, multiplient les allers-retours. Depuis la grande scène qui porte son nom parviennent les échos des balances. Poliment, Angela Davis demande si l'on peut déplacer la table afin de trouver la concentration. La voilà, dans un décor presque champêtre, à évoquer la raison de sa troisième venue à la Fête.

À 80 ans, la philosophe et militante des droits civiques, communiste et féministe, signe la préface du livre « Mumia, la plume et le poing » (éditions le Temps des cerises), qui regroupe des œuvres dédiées à la libération du plus vieux prisonnier politique au monde. Un instant suspendu où elle échange avec Johanna Fernandez, la porte-parole de Mumia Abu-Jamal, qui l'accompagne. « She keep on pushin' » (elle continue d'avancer), disaient d'elle les Rolling Stones. Cinquante-quatre ans après, rien n'est plus vrai.

Votre dernière venue à la Fête de l'Humanité date de 1991. Depuis la fin de la guerre froide, le monde a vécu de nombreux soubresauts et de nombreuses guerres. Comment se porte votre idéal ?

Angela Davis : L'espoir reste nécessaire. Sans espoir, il n'y a aucune possibilité de victoire. Je citerai la militante américaine Mariame Kaba, qui souligne que l'espoir est une discipline. C'est une discipline que nous devons cultiver, car sans espoir il n'y a aucune possibilité d'aller de l'avant. À plusieurs égards, nous assistons à de nombreux reculs aux États-Unis mais aussi en Europe. Je n'aurais jamais imaginé l'ampleur du racisme auquel nous nous sommes habitués aujourd'hui. Je me souviens qu'étant jeune la France était vraiment l'exemple de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Je serai éternellement reconnaissante aux Français qui se sont battus non seulement pour ma libération mais aussi pour celles de George Jackson et des frères de Soledad, et pour le grand événement organisé à la Mutualité avec nombre d'intellectuels et de syndicalistes qui ont soutenu le mouvement contre le racisme aux États-Unis. C'est une question qui s'est internationalisée et qui est liée au colonialisme et à l'esclavage. Notre conscience de ces problèmes s'est cependant accrue. D'une certaine manière, c'est la preuve des progrès faits par le mouvement antiraciste. Je suis très optimiste quand je regarde l'implication des jeunes générations.

Vous avez été membre du Parti communiste américain. Comment vous décririez-vous politiquement aujourd'hui ?

Angela Davis : Je suis toujours communiste. Une communiste avec un c minuscule plutôt que majuscule. Même si je ne suis plus membre du Parti communiste, je me considère toujours communiste et je travaille toujours avec le parti et avec ceux qui résistent au capitalisme. Pour obtenir des victoires contre le racisme et le patriarcat, il nous faut défier le capitalisme. On ne peut séparer ces trois mouvements. Ils sont indissociables.

Vous militez depuis des décennies pour la libération de Mumia Abu-Jamal. A travers son cas, c'est tout un système raciste qui se fait jour. Comment expliquer que l'Amérique de 2024 n'ait toujours pas soldé son passé esclavagiste ?

Angela Davis : Le lien que vous faites avec le passé esclavagiste est fondamental. Les États-Unis sont nés du colonialisme et de l'esclavage. Le système esclavagiste n'aurait pu se mettre en place sans la colonisation des terres occupées par les Amérindiens. Malgré les lents progrès, des équipes de sport portent toujours le nom de nations indigènes. C'est le signe d'un racisme profond et de l'essentialisation de ces peuples dans un pays qui a été aux avant-postes du développement du capitalisme racial.

Durant l'été 2020 toutefois, en pleine pandémie de Covid, un nombre inédit de personnes ont manifesté contre le lynchage et le meurtre de George Floyd au péril de leur vie. C'était un tournant dans l'histoire des États-Unis. Un nombre grandissant de gens réalisent qu'on ne peut plus avoir cette relation à l'histoire encouragée par l'État et que notre histoire moderne a été façonnée par l'esclavage qui nous hante toujours. La méconnaissance de l'histoire est responsable du racisme qui perdure et de toutes les formes d'oppression.

Vous dites souvent que vous ne seriez pas la même si vous n'aviez pas connu la prison ? Qu'a-t-elle changé en vous ?

Angela Davis : J'ai beaucoup appris durant cette courte période d'incarcération. Malgré le fait que la population carcérale est en partie composée de femmes, nous ne nous adressions jamais à elles à l'époque. Le genre joue pourtant un rôle dans la structuration du système carcéral. En étant au contact avec les détenues, j'ai compris qu'il jouait un rôle dans notre compréhension globale du système. J'ai porté en moi durant des années les perspectives



que ces femmes m'avaient offertes. Cela m'a pris du temps. Il a fallu que je pense, que je lise, jusqu'à me sentir assez à l'aise pour pouvoir enseigner sur le système carcéral.

Au départ, je ne comprenais pas la relation entre prison et esclavage et les comparaisons entre rébellions de détenus et révoltes d'esclaves. George Jackson (militant du Black Panther Party abattu en prison en 1971 – NDLR) fut la première personne à me faire envisager la prison comme la manifestation la plus dramatique du racisme structurel. Il ne s'agissait pas simplement de se libérer d'un système de répression mais de comprendre comment le racisme fonctionne dans notre société. C'est ce qui a mené certains d'entre nous à s'engager dans le mouvement abolitionniste.

L'abolitionnisme, comme levée de toutes les dominations, relève d'un vrai travail d'imagination et d'utopie dans le système capitaliste.

Angela Davis : Il est difficile d'encourager le peuple à défendre des alternatives au capitalisme. Parce que le capitalisme se conçoit comme une forme universelle de vie en société. Même si elle n'est jamais explicitée, l'assertion selon laquelle l'exploitation pèsera toujours sur nous reste vive. Le système carcéral a émergé avec le capitalisme. Sur le plan idéologique, la prison est toujours présentée comme le seul moyen de s'adresser à ceux qui ne correspondent pas aux cadres de la société. Nombre de gens pensent qu'il en a toujours été ainsi et qu'il en sera toujours ainsi. Aujourd'hui, la prison est conçue comme la forme de punition privilégiée¹.

On parle souvent de Gaza comme

d'une prison à ciel ouvert. 40 % des Palestiniens sont en outre passés par les geôles israéliennes depuis 1967. De quelle manière la lutte de libération des Palestiniens a-t-elle nourri votre réflexion ?

Johanna Fernandez : Malcolm X disait que la lutte des Palestiniens est un combat moral universel, un écho des luttes des personnes opprimées du monde entier. C'est le combat de David contre Goliath. Il y a une raison pour laquelle tant de gens à travers le monde se tiennent aux côtés de la Palestine : nous y voyons nos propres combats et oppressions. L'emprisonnement est un outil de domination de classe et de race. C'est l'un des moyens de l'opresseur pour maintenir l'opprimé à sa place. Israël, qui se revendique la citadelle de la démocratie dans la région, est le pays au monde qui a le plus massivement recours à la prison. Les similitudes sont nombreuses avec les États-Unis. Ces derniers représentent 5 % de la population mondiale mais 25 % des prisonniers sur le plan mondial.

Comme Mumia, les Palestiniens sont un symbole de résistance et de courage. Ils sont un contre-narratif de tout ce que le capitalisme tente de nous inculquer. C'est en fin de compte ce qui nous fait nous tenir debout. Nous avons besoin de cette humanité, de gens qui mettent leur vie en jeu pour défendre la liberté.

Angela Davis : Lorsque j'étais étudiante, j'ai constaté qu'aux États-Unis le leadership de cette solidarité avec les Palestiniens revenait en grande partie à de jeunes juifs qui se sentaient la responsabilité de s'exprimer. Ils le faisaient en tant qu'humains ayant été la cible d'un génocide durant la Seconde Guerre mondiale et qui auraient aimé avoir des alliés et des gens qui se tiennent à leurs côtés. Tous ceux qui sont impliqués dans le projet abolitionniste ont appris de la lutte des Palestiniens. Grâce à leur combat, ceux qui travaillent à des alternatives à l'incarcération savent qu'accepter la détention à domicile ou les bracelets électroniques revient, en Palestine, à consentir aux check-points et à tous les aspects d'une société carcérale sous-tendue par le racisme et la répression. Nous avons tant appris d'eux.

Angela Davis à la Fête de l'Huma : « Quand les femmes noires avancent, tout le monde avance »

Les Palestiniens ont été parmi les premiers à soutenir la lutte des Noirs aux États-Unis et à se lever au moment des manifestations de Ferguson en 2014 (à la suite de l'assassinat de Michael Brown par un policier – NDLR). Ils ont en quelque sorte initié le mouvement de solidarité à l'échelle internationale autour de Black Lives Matter (les vies des Noirs comptent). Pour toutes ces raisons, de Malcolm X à George

Jackson, il est presque impossible de penser la lutte des Noirs sans se référer à celle des Palestiniens. À sa mort, on a retrouvé des copies manuscrites de poèmes inclus dans l'anthologie de la poésie révolutionnaire palestinienne, « Enemy of the Sun », dans la cellule de George Jackson. C'est pourquoi ces poèmes lui furent un temps, attribués par erreur. Cela illustre la résonance entre les deux luttes.

Johanna Fernandez : Je n'avais jamais réfléchi au fait que la solidarité palestinienne, qui a émergé durant les manifestations de Ferguson, avait participé à l'internationalisation de ces deux luttes. Cette solidarité originelle des Palestiniens envers le mouvement noir était en réalité un précurseur de la solidarité en faveur des Palestiniens aujourd'hui.

En 1981, vous écrivez « Femmes, race et classe ». Vous êtes en ce sens la première à disséquer les contradictions et les convergences des grands mouvements de libération et d'émancipation à une époque, celle de la guerre froide, où la vie des idées semblait essentiellement s'organiser autour de l'existence de deux blocs. Qu'est-ce qui vous a amenée à envisager les choses de cette façon ?

Angela Davis : Tout ce que j'ai fait s'est toujours inscrit dans la lignée des écrits et contributions des femmes noires depuis le XIXe siècle. Il m'est impossible de m'en attribuer le mérite individuel. À l'époque de « Femmes, race et classe », les femmes noires subissaient de violentes attaques aux États-Unis. Un rapport gouvernemental établissait qu'elles étaient responsables de l'oppression des hommes noirs du fait du système matriarcal ! Dans les années 1970, un grand nombre de personnes ont commencé à reconnaître que, sans la contribution des femmes à travers les siècles, la lutte ne serait pas parvenue là où elle en était alors.

Quand j'ai écrit ce livre, il m'importait de mettre au jour leur contribution. À cette époque, je n'étais pas consciente de mener mes recherches seulement à partir d'archives classiques. Ce qui me cantonnait nécessairement aux travaux des femmes alphabétisées, éduquées, qui écrivaient des livres, s'exprimaient lors de conférences... J'ai réalisé plus tard que les femmes noires de la classe ouvrière étaient exclues de ce champ. Cela m'a amené à travailler sur mon livre « Blues et féminisme noir ». En me penchant sur cette musique, j'ai compris que les femmes pauvres avaient apporté leur contribution au féminisme avant l'émergence même du mouvement féministe.

Dans le livre sur Mumia, vous soulignez le rôle des artistes dans le com-

bat pour sa libération, mais aussi de l'art comme possibilité d'entrevoir un autre monde. Quel rôle ont joué les arts dans votre chemin de libération personnel ?

Angela Davis : Tout dépend si l'on se réfère aux arts majeurs ou populaires. Je m'intéresse aux arts qui permettent de forger la conscience des peuples. Dans cette perspective, l'art revêt une dimension essentielle de la lutte. C'est pourquoi la musique est si importante spécialement dans les communautés noires. Elle est la forme d'art primaire. J'ai commencé à m'intéresser au rôle que jouait l'art dans notre quête de liberté durant mes études de philosophie. C'est à travers l'esthétique que j'ai trouvé ma voie et me suis engagée dans ces recherches sur le blues. Le professeur Herbert Marcuse (qui a dirigé la thèse d'Angela Davis – NDLR) fut à ce titre une rencontre importante. Il s'est penché sur le sens de l'art sous différentes perspectives. Selon lui, si l'art n'est sans doute pas capable de changer le monde, il peut changer les gens qui luttent en faveur de changements radicaux.

Si vous deviez comparer la liberté à une œuvre. Quelle serait-elle ?

Angela Davis : Oh... c'est une question difficile. Sans doute Picasso est-il le parfait exemple. Mais je pense également à Nina Simone et à sa chanson « I Wish I Knew How it Would Feel to Be Free ». Ce morceau nous permet de partager notre désir collectif de liberté. Seuls les arts nous permettent d'entrevoir et de ressentir la possibilité d'une vie différente. Il faudrait également s'arrêter sur le fait que nous écoutons généralement la musique avec d'autres. En ce sens, c'est un voyage collectif qui permet d'appréhender les moyens de parvenir à un monde meilleur, même si nous ne savons pas d'où nous venons ou où nous allons. Les gens parlent toujours de la liberté comme d'une destination. Je ne l'envisage pas ainsi. L'heure où les humains pourront dire : « maintenant, nous avons atteint la liberté » n'arrivera jamais. Il y aura toujours d'autres luttes. L'art nous aide à appréhender le caractère infini de ce voyage. Vous avez toujours préféré délaissé le statut d'icône pour préférer le mouvement collectif. La littérature, la chanson, la pop culture se sont néanmoins emparées de votre figure. Quel est votre rapport à ce statut qui vous échappe ?

Angela Davis : J'apprécie toutes ces chansons, ces arts visuels... mais je crois qu'il ne s'agit pas de moi en tant que personne. Ces œuvres sont le produit des luttes. Je ne commets pas l'erreur de penser que j'en suis le sujet. Elles parlent des gens en lutte. Cela m'a pris longtemps avant de parvenir à saisir cela. Je suis toujours très embarrassée, car je ne pourrai jamais être à la hauteur de ces représen-

tations. Si l'objet est la lutte des masses, je peux apprécier d'être ainsi mise en avant sans avoir le sentiment de ne pas être à ma place.

Lina Sankari Christophe Deroubaix
Extrait de l'Humanité

Juin 1933 : Clara Zetkin, la « femme de demain » s'éteint

Décédée le 20 juin 1933, Clara Zetkin fut une figure clé de la IIe et de la IIIe Internationale. Pionnière, elle a indissociablement lié combat féministe et socialisme. Notamment cofondatrice du Parti communiste d'Allemagne, cette infatigable militante est à l'origine de la Journée internationale des femmes.

En 1907, élue responsable du Secrétariat international des femmes, Clara Zetkin fait adopter par le congrès de l'Internationale une résolution prônant « l'instauration du suffrage universel des femmes.

Ce mercredi 29 décembre 1920, un titre barre la « une » de *l'Humanité* : « À la barbe de la police, Clara Zetkin arrive à Tours » – le gouvernement avait refusé son entrée en France. En-dessous, un autre titre, « La déléguée de Moscou parle au prolétariat français », chapote un article du directeur du journal socialiste, Marcel Cachin, qui est sur place et l'a dicté par téléphone : « Ce fut hier, au Congrès de Tours, un moment d'émotion intense lorsque notre vaillante camarade Clara Zetkin apparut inopinément à la tribune, aux côtés du président Boyet.

Pour les militants déjà anciens dans le Parti socialiste international, la grande et pure figure de Clara Zetkin est l'une des plus familières et des plus amies. (...) Même au péril de sa vie, en toute occasion, elle fut la militante révolutionnaire sans reproche, un exemplaire d'humanité supérieure. Le Parti peut marquer sa fierté de compter en ses rangs d'aussi nobles consciences. »

Elle est déjà à Paris en juillet 1889 quand se réunit le congrès fondateur de la IIe Internationale socialiste

Pour être connue, elle est connue, cette « grande et pure figure ». Elle est déjà à Paris en juillet 1889 quand se réunit le congrès fondateur de la IIe Internationale socialiste. Elle y défend l'engagement des femmes et leurs droits : « En combattant la main dans la main avec les ouvriers socialistes, les femmes se montrent prêtes à prendre part à tous les sacrifices et efforts de la lutte, mais elles sont aussi décidées, à juste titre, à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent. »

Née le 5 juillet 1857 à Wiederau (royaume de Saxe), Clara Eisner est formée jeune au féminisme par sa mère Joséphine Vitale, une femme progressiste, féministe, et par les enseignantes de l'école de Leipzig où elle est instruite, Friederike Wilhelmine Auguste Schmidt et Louise Otto-Peters, dirigeantes du mouvement des « femmes bourgeoises ».

Gottfried Eisner, son père, un instituteur



Clara Zetkin et Rosa Luxemburg à Berlin en 1910.

protestant, la pousse à faire des études mais Clara a la tête ailleurs. Elle fréquente la Allgemeiner Deutscher Frauenverein (Association générale des femmes allemandes) et, en 1878, adhère au Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SAP), parti socialiste ouvrier ancêtre du SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, parti social-démocrate d'Allemagne). Elle a 21 ans!

Quelques années plus tôt, elle a été introduite par une amie dans le cercle d'émigrés révolutionnaires russes. C'est parmi eux qu'elle rencontre un étudiant, Ossip Zetkin, qui devient son compagnon. Ossip est expulsé d'Allemagne en 1880 puis Clara de Saxe.

Le chancelier Bismarck vient de promulguer des lois dites antisocialistes. Le couple se retrouve en 1882, à Paris. Lui est le secrétaire du premier mouvement

d'ouvriers immigrés à Paris ; elle est correspondante du journal «Der Sozialdemokrat». Ils rencontrent notamment Louise Michel et Jules Guesde.

« Je suis couturière, cuisinière, blanchisseuse, etc., bref, bonne à tout faire »

Ossip et Clara auront deux fils, Kostja et Maxim. Le couple vit chichement. Bien qu'ils ne soient pas mariés, Clara prend le nom d'Ossip. Dorénavant, elle est Clara Zetkin. Ossip meurt de la tuberculose, le 29 janvier 1889. Clara est seule avec deux enfants à élever. Au deuil s'ajoutent les difficultés matérielles de la vie.

Elle écrit au socialiste allemand Kautsky : « Je suis couturière, cuisinière, blanchisseuse, etc., bref, bonne à tout faire. En plus, il y a les deux petits voyous qui ne me laissent pas une minute de répit. À peine avais-je tenté de me plonger dans l'étude du caractère de Louise Michel qu'il m'a fallu moucher le n° 1 et, à peine étais-je assise pour écrire, qu'il a fallu donner la becquée au n° 2. À quoi s'ajoute la vie de bohème. »

Le salut, c'est la lutte. Clara y est résolue. Son but est l'émancipation des femmes travailleuses. Une émancipation qu'elle lie au travail et au socialisme. Dans son discours tenu en 1889 lors du congrès de fondation de la IIe Internationale, elle traite de ce sujet et se permet même de critiquer les voix de son propre parti qui s'élèvent contre le travail des femmes : « Il n'est pas surprenant que les réactionnaires aient une conception réactionnaire du travail féminin. Mais il est extrêmement surprenant de rencontrer, dans le camp socialiste, une conception erronée qui consiste à exiger la suppression du travail des femmes. »

Revenue en Allemagne à la faveur de l'annulation des lois antisocialistes en 1890, Clara Zetkin se fixe

à Stuttgart. Deux ans plus tard, elle fonde «Die Gleichheit» («l'Égalité»), premier journal socialiste destiné aux femmes, longtemps seul dans son genre en Europe. Elle en assure la rédaction en chef jusqu'en 1917.

En août 1907, elle est élue responsable du Secrétariat international des femmes issu de la Iere Conférence internationale des femmes socialistes (Stuttgart, 1907), et c'est aussi elle qui fait adopter, par le congrès de l'Internationale, la résolution selon laquelle «les partis socialistes de tous les pays ont le devoir de lutter énergiquement pour l'instauration du suffrage universel des femmes».

Cette même année, Clara Zetkin, qui avait rencontré Engels au Congrès ouvrier socialiste international de Zurich en 1893, fait la connaissance de Vladimir Lénine et de Nadejda Kroupskaïa, sa femme. Ils se rendent visite mutuellement et resteront liés.

En 1910, elle fait adopter la création de la Journée internationale des femmes

Le 8 mars 1910, la 2e Conférence internationale des femmes socialistes se réunit à Copenhague. Clara Zetkin y fait adopter la création de la Journée internationale des femmes, manifestation annuelle afin de militer pour le droit de vote, l'égalité entre les sexes et le socialisme.

Cette initiative est à l'origine de la Journée internationale des femmes (1), qui se déroule tous les ans le 8 mars. La date n'est tout d'abord pas fixe, ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de Petrograd le 8 mars, que la tradition se met définitivement en place.

Le 8 mars 1921, en leur souvenir, Lénine décrète ce jour Journée des femmes. En 1924, la journée est



célébrée en Chine et, à partir de 1946, dans tous les pays socialistes d'Europe. Le 8 mars 1977, les Nations unies officialisent enfin la Journée internationale de la femme.

Mais la menace de guerre grandit en Europe. Au Congrès socialiste international de Bâle, en novembre 1912, Clara Zetkin lance aux femmes du monde entier un appel à lutter contre la guerre impérialiste. Aragon le reprend dans son roman «les Cloches de Bâle» (1934): «Si nous, les mères, nous inspirions à nos enfants la haine la plus profonde de la guerre, si nous implantions en eux dès leur plus tendre jeunesse le sentiment, la conscience de la fraternité socialiste, alors le temps viendrait où à l'heure du danger le plus pressant il n'y aurait pas sur terre de pouvoir capable d'arracher cet idéal de leurs cœurs. Alors, dans les temps du danger et du conflit le plus terrible, ils penseraient d'abord à leur devoir d'homme et de prolétaire.»

Clara Zetkin participe à l'aile gauche du SPD. Elle est très proche de Rosa Luxemburg, avec qui elle partage beaucoup d'idées – notamment socialistes révolutionnaires et féministes – et la soif d'agir. Toutes deux et leur camarade Karl Liebknecht s'opposent à la Première Guerre mondiale, en septembre 1914.

« Puisque les hommes ne peuvent plus parler, c'est à vous de le faire. Travailleuses de tous les pays en guerre, unissez-vous! »

En décembre, elle fonde, avec Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Paul Levi, Ernest Meyer, Leo Jogiches et Franz Mehring, le Spartakusbund (Ligue spartakiste). En mars 1915, étant passée illégalement par les Pays-Bas, elle assure à Berne la tenue d'une conférence internationale des femmes socialistes où s'affirme l'opposition à la guerre: «Où sont vos maris, vos fils? Pourquoi doivent-ils s'entretuer et détruire avec eux tout ce qu'ils ont créé? Qui bénéficie de ce cauchemar de sang? Tout juste une poignée de profiteurs de guerre. Puisque les hommes ne peuvent plus parler, c'est à vous de le faire. Travailleuses de tous les pays en guerre, unissez-vous!»

En 1917, le cœur de Clara Zetkin bondit: la révolution en Russie la remplit d'espoir. Elle soutient de toutes ses forces les bolcheviques. Les événements se précipitent. En Allemagne, les grèves puis la révolution de novembre 1918 sont réprimées dans le sang par la droite sociale-démocrate. En janvier 1919, à Berlin, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés. Clara est à Stuttgart.

Elle a écrit à Rosa, le 13 janvier, une lettre prémonitrice: «Ma très chère, mon unique! Est-ce que cette lettre, est-ce que mon amour pourront t'atteindre encore?» Rosa est arrêtée et tuée le 14. Clara l'ap-

prend le 17. Le lendemain, elle écrit à la collaboratrice de Rosa, Mathilde Jacob: «Je ne comprends pas que la vie puisse continuer son train sans Karl et Rosa...»

En 1920, elle participe à la fondation du Parti communiste d'Allemagne (KPD). La révolution allemande de novembre 1918 permet au mouvement féministe d'obtenir le droit pour les femmes de voter et d'être élues. Clara Zetkin est élue députée KPD au Reichstag en 1920 et sera à chaque fois réélue jusqu'en 1933.

Clara Zetkin séjourne pour la première fois en Russie de septembre à novembre 1920, donc après le IIe congrès de l'Internationale communiste. Le Comité exécutif la prie de faire partie du Secrétariat pour l'Europe occidentale. C'est à ce titre qu'elle est envoyée au Congrès de Tours.

En 1928, elle raconte dans un entretien à «l'Humanité» que son voyage clandestin vers la France se serait déroulé facilement: arrivée d'Allemagne à Paris, à la gare de l'Est, «sans faire attention aux policiers qui étaient venus pour (l') épier», elle s'est rendue en taxi en banlieue pour se cacher chez un camarade. On a appris plus tard qu'elle a en fait été aidée par Marguerite Thévenet-Rosmer, Amédée Dunois et Auguste Mougeot, qui l'a conduite à Tours.

Le futur directeur du commissariat général aux questions juives de Vichy, Xavier Vallat, était alors député, sympathisant de l'Action française. À la Chambre, il s'exclame: «Les soldats de France font taire les Bertha: il appartient au gouvernement de la République de fermer la bouche aux Clara.»

Après avoir prononcé le discours d'ouverture de la session du Reichstag en tant que doyenne, en 1932, dans une assemblée aux trois quarts peuplée de nazis en uniformes, Clara Zetkin quitte l'Allemagne et retourne à Moscou où en fait elle réside depuis 1923.

Malade, très affaiblie, elle meurt à Arkhangelskoïe, près de Moscou, le 20 juin 1933. Elle est enterrée, insigne honneur, sous les murs du Kremlin. Lors de ses obsèques, Staline et Molotov portent le cercueil. Dans sa biographie, Gilbert Badia, qui a eu accès



aux archives de Berlin-Est et de Moscou, révèle l'opposition de Clara Zetkin à la politique de Staline, notamment à l'égard de la montée du fascisme .

Aragon, dans «les Cloches de Bâle», fait de Clara Zetkin «la femme de demain»: «Maintenant, ici commence la nouvelle romance. Ici finit le roman de la chevalerie. Ici pour la première fois dans le monde la place est faite au véritable amour. Celui qui n'est pas souillé par la hiérarchie de l'homme et de la femme, par la sordide histoire des robes et des baisers, par la domination d'argent de l'homme sur la femme, ou de la femme sur l'homme. La femme des temps modernes est née, et c'est elle que je chante. Et c'est elle que je chanterai.

Bernard Frederick
Extrait de l'Humanité

Au revoir Ebru



Elle est partie en silence, hier après-midi, dans une chambre d'hôpital où elle a été transférée de prison suite à la détérioration de son état.

Elle s'est rendue au 238e jour d'une grève de la faim demandant un processus équitable dans un pays, la Turquie, où l'équité et la justice sont des concepts inexistantes. Surtout si tu es une femme. Surtout si vous êtes un défenseur des droits de l'homme. Surtout si tu ne penches pas le dos à un pouvoir qui veut fermer ta bouche.

Elle est morte comme ça, Ebru Timtik, de faim et

d'injustice. Son cœur s'est arrêté simplement parce qu'elle n'avait plus rien à pomper dans un corps cicatrisé par l'inedia.

Elle est morte en défendant son droit à une procédure régulière, après avoir été condamnée à 13 ans, ainsi que 18 autres avocats comme elle, détenus pour terrorisme, juste pour avoir défendu d'autres personnes accusées du même crime.

Elle est morte comme Ibrahim et Helin et Mustafa de Grup Yorum, qui est morte après 300 jours de jeûne pour combattre la même accusation.

Elle est morte en combattant avec son corps, aux conséquences extrêmes, une bataille qu'en Turquie d'Erdogan n'est plus possible de mener avec un mot, un vote, une manifestation sur la place.

Elle est morte comme les héros, sacrifiant sa vie pour les droits de tous.

Il n'y a qu'une façon de célébrer la mémoire de cette grande femme : en ne se taisant pas. Faire en sorte que sa voix aille le plus loin possible, là où elle ne peut plus atteindre.

Il y a des idées si fortes capables de survivre à la mort.

Au revoir Ebru. Vive Ebru.

SOCIÉTÉ

Les hôpitaux face à une nouvelle pandémie : «On serait plus en difficulté aujourd'hui qu'on ne l'a été il y a cinq ans»

Quand on parle, à Gauthier Saelens, le directeur général du Grand Hôpital de Charleroi, d'une potentielle nouvelle pandémie, comme celle du Covid-19, il n'est pas particulièrement rassurant. Ce qui l'inquiète le plus, c'est la pénurie de personnel soignant. «Si on a fait d'importants progrès en termes de connaissances pour gérer des crises comme celles qu'on a connues avec le Covid, on doit pourtant reconnaître que la situation en matière de pénurie du personnel s'est aggravée depuis cinq ans. Et je crains, malheureusement, que si on devait être confronté à une telle crise aujourd'hui, on serait plus en difficulté qu'on ne l'a

été il y a cinq ans».

Pénurie de personnel soignant

Dans le service d'infectiologie du site Les Viviers au Grand Hôpital de Charleroi, c'est le même constat. Il y a 5 ans, le service a été totalement dédié aux soins des patients atteints par le Covid-19. Toute l'équipe s'est mobilisée sans relâche. Après avoir été applaudi tous les soirs par la population, le personnel soignant s'est senti oublié. Beaucoup sont en arrêt maladie ou ont quitté la profession. Soraya Bakkouche est l'infirmière en chef du service d'infectiologie : «Il me manque deux équivalents temps plein. Cela entraîne des difficultés dans l'organisation du travail. Je n'ai pas assez de personnes en suffisance le week-end ou le soir. On se retrouve alors avec une infirmière pour quinze patients».

chiffrée à 10% (ACN, 2022 ; Hellendorff, 2023)».

En Belgique, on estime qu'il manque à peu près 30.000 infirmiers ou infirmières.

Au CHU de Liège, on vit aussi cette pénurie. Dans le service des maladies infectieuses, tout le personnel est parti depuis 2020. Il a fallu recruter une nouvelle équipe mais le service est toujours en sous-effectif.

Frédéric Fripiat est le chef du service des maladies infectieuses au CHU de Liège. À cause de la pénurie, il ne peut en principe ouvrir que 18 lits sur 30 : «Face à l'épidémie de grippe, on a été obligés à passer à 20 lits, puis 24 et maintenant 30 lits. Cela a été possible grâce à des efforts de l'institution pour nous aider à avoir du



Grand hôpital de Charleroi

Charleroi Pourtant depuis le Covid-19, le fonds fédéral «blouses blanches» a permis de créer près de 4900 équivalents temps plein parmi lesquels on retrouve 3372 infirmiers ou infirmières. Mais certains hôpitaux n'ont pas fait d'engagements et un peu partout la cadence de travail s'est accélérée. Le risque d'épuisement émotionnel et d'arrêt de travail de longue durée a donc amplifié le manque de personnel.

D'après une étude de la Mutualité chrétienne : «Entre 2000 et 3000 lits étaient fermés sur l'ensemble des hôpitaux du pays faute de personnel infirmier (Chambre des représentants de Belgique, 2023, p. 11) et rien que dans les hôpitaux bruxellois, la fermeture de lits hospitaliers est

personnel temporaire. Mais c'est compliqué de prendre en charge les patients dans ces conditions, puisqu'évidemment ce n'est pas du personnel qui est forcément qualifié pour ce type de pathologie. Cela amène des grandes difficultés à exercer une médecine de proximité et des soins avec de l'humanisation».

Marie-Hélène Beaupain, infirmière en chef confirme cette analyse : «Depuis 2020, on essuie une pénurie de personnel. Nous étions à 1800 infirmières, nous arrivons plus ou moins à 20% en moins. Nous avons comblé notre staff infirmier avec des aides-soignantes qui nous venaient des maisons de repos. Nous en avons plus ou moins 200 actuellement, mais nous ne pouvons pas compenser une infirmière par une aide-soignante».

Le métier d'infirmier ne fait plus rêver ?

Pour Gauthier Saelens, directeur général du Grand Hôpital de Charleroi, l'hôpital seul ne peut pas améliorer l'attractivité du métier. Il faut une politique globale qui doit intégrer l'enseignement et qui s'adresse aux jeunes en quête d'un futur métier.

Les filières d'enseignement en matière de soins infirmiers n'étaient déjà pas assez attractives il y a cinq ans et force est de constater que cinq ans plus tard, il y a une baisse des inscriptions dans ces filières d'enseignement, constate-t-il avec regret. Sur le terrain aussi on le ressent. «Il y a très peu de postulants. Donc on n'arrive pas à recruter» se plaint l'infirmière en chef du service infectiologie, Soraya Bakkouche.

L'hôpital, estime Gauthier Saelens, peut cependant être attentif aux conditions de travail pour retenir le personnel. Par exemple, «on doit repenser la manière dont on rémunère les prestations irrégulières de nuit et de week-end pour donner envie à un jeune de s'investir dans ce métier alors que la société met en avant la qualité de vie. C'est un métier qui a des contraintes, mais on oublie de dire tout l'intérêt de ce métier et tout le sens qu'il peut apporter dans une vie professionnelle».

Fragilité psychologique du personnel

La crise du Covid a laissé des traces. La majorité du personnel soignant se dit prête à retourner au combat, si nécessaire, mais avec beaucoup d'appréhension. Les décès de personnes isolées, sans famille,

CHU de Liège

ont profondément marqué le personnel soignant.

Frédéric Fripiat, chef du service maladies infectieuses au CHU de Liège se rappelle avec émotion : «C'est très difficile à vivre au quotidien et les images très précises d'une morgue engorgée, c'est quelque chose qu'on n'oublie pas. Un jour en consultation, un monsieur m'a dit qu'il n'avait pas pu voir sa mère lorsqu'elle est décédée et il estimait qu'on lui avait volé sa mère. On n'oublie pas ce genre de phrases». Gestion du matériel et des stocks

Il y a 5 ans, les hôpitaux ont rapidement manqué de matériel au début de la pandémie. Tabliers, masques, gants, blouses, la pénurie a mis le personnel soignant dans des conditions très inconfortables et même dangereuses.

Au Grand hôpital de Charleroi, les stocks ont été revus. Comme un peu partout, il faut pouvoir tenir trois mois. Au CHU de Liège c'est toute la gestion du stock qui a été repensée. Il y a désormais un stock opérationnel et un stock stratégique. Régulièrement, une partie du stock stratégique est déversée dans le stock opérationnel pour qu'il n'arrive pas à péremption et est alors remplacé.

Olivier Thonon, infirmier en chef aux soins intensifs, estime que la crise du Covid-19 a été très instructive sur ce point : «On a la possibilité de tenir trois semaines avec notre stock opérationnel et environ trois fois plus avec le stock stratégique. Donc environ trois mois». Après ces trois mois, les hôpitaux comptent sur les stocks stratégiques de l'État qui doivent permettre de tenir trois mois de plus.

Gestion du matériel et des stocks

Il y a 5 ans, les hôpitaux ont rapidement man-



qué de matériel au début de la pandémie. Tabliers, masques, gants, blouses, la pénurie a mis le personnel soignant dans des conditions très inconfortables et même dangereuses.

Au Grand hôpital de Charleroi, les stocks ont été revus. Comme un peu partout, il faut pouvoir tenir trois mois. Au CHU de Liège c'est toute la gestion du stock qui a été repensée. Il y a désormais un stock opérationnel et un stock stratégique. Régulièrement, une partie du stock stratégique est déversée dans le stock opérationnel pour qu'il n'arrive pas à péremption et est alors remplacé.

Olivier Thonon, infirmier en chef aux soins intensifs, estime que la crise du Covid-19 a été très instructive sur ce point : «On a la possibilité de tenir trois semaines avec notre stock opérationnel et environ trois fois plus avec le stock stratégique. Donc environ trois mois». Après ces trois mois, les hôpitaux comptent sur les stocks stratégiques de l'État qui doivent permettre de tenir trois mois de plus.

Procédures et bâtiments adaptés

Grâce à l'expérience du Covid 19, tous les hôpitaux ont revu leurs procédures. Beaucoup ont mis en place des programmes de formation du personnel. Désormais la plupart des plans d'urgence hospitaliers intègrent l'apparition de pandémies. C'est le cas au Grand Hôpital de Charleroi. Pour le directeur général, Gauthier Saelens, de grands progrès ont été faits. «On a été sensibilisé de manière considérable à travers cette pandémie. Et sur un plan plus technique, on est beaucoup plus prêt aujourd'hui qu'on ne l'était il y a cinq ans.»

Le site des Viviers n'était pas encore construit en 2020. Certaines adaptations ont donc pu être faites. Notamment dans le hall des urgences : «On a ajouté des installations qui nous permettent d'avoir accès à du vide, de l'air et de l'oxygène. Cela permet de traiter des patients dès le hall des urgences si besoin. On peut aussi transformer le garage en centre de tri. On doit pouvoir supporter l'arrivée d'un grand nombre de patients très rapidement. L'hôpital dispose aussi de beaucoup plus de chambres à un lit ce qui permet de gérer beaucoup plus facilement les épisodes infectieux. On peut mieux gérer les patients qu'il faut isoler. Et dans le cas actuel l'épidémie de grippe, on en voit déjà l'utilité».

Millefeuille institutionnel

Lors de la crise du Covid-19, un facteur avait particulièrement compliqué le travail des hôpitaux : le millefeuille institutionnel belge. Les hôpitaux recevaient des instructions contradictoires des différents niveaux de pouvoirs.

Gauthier Saelens insiste sur ce point. «On a dénoncé par exemple à l'époque qu'il y avait un énorme morcellement des prises de décision en matière de santé en Belgique. Je crois qu'on doit faire le constat que, aujourd'hui, absolument rien n'a changé».

Pour Frédéric Fripiat, il s'agira également d'un grand défi si une nouvelle pandémie devait apparaître. «Il faudra avoir une bonne communication et une bonne coordination ne fût-ce déjà qu'à l'échelon régional, mais évidemment au niveau national et international. Quand on voit les grandes difficultés qui ont existé préalablement, je ne suis pas sûr qu'on fera mieux prochainement».

Fragilité financière

Une pandémie mettrait les hôpitaux face à de nouvelles difficultés. En effet, ceux-ci sont financés, en fonction du volume de patient, du type de patient et du niveau de sévérité de ces patients. Lors d'une pandémie, il y a moins de patients que d'habitude. Ces patients restent longtemps et ceux-ci bloquent les capacités de l'hôpital. Il y a une surconsommation du personnel. «Vous devez maintenir en dehors de l'hôpital toute une série de patients. Donc, par exemple, tout ce qui est chirurgies électives qu'on peut reporter. Et donc, même si votre hôpital est plein en termes de lits classiques, il voit quand même beaucoup moins de patients. Et donc son financement s'écrase littéralement « détaille Gauthier Saelens.

Or aujourd'hui : « Deux tiers des hôpitaux en Belgique sont en déficit, il est certain que si une pandémie arrivait dans les semaines à venir, on aurait d'énormes difficultés financières ».

Aline Delvoye
Extrait de RTBF. Be

Fin de la thermique en 2035 : revirement de situation !

L'Union Européenne envisagerait de ne pas interdire totalement la thermique en 2035. On vous explique tout ci-dessous !

A l'heure actuelle, et depuis plusieurs années déjà, la thermique n'a plus vraiment le vent en poupe auprès des grandes instances européennes. Et pour cause, les voitures essence et diesel sont accusées de tous les maux, et notamment d'être particulièrement polluantes. C'est dans ce contexte que l'Union Européenne a donc tout simplement décidé d'interdire la vente de ces véhicules dans les concessions de tout le territoire. Et ce à partir de 2035. Mais face à l'insistance des constructeurs, cela serait en fait sur le



point de changer. Nous allons tout vous expliquer dans la suite de notre article ci-dessous !

Le retour de la thermique ?

L'interdiction de la vente des voitures à essence et diesel en 2035, votée par l'Union européenne pour accélérer la transition écologique, est-elle en passe d'être assouplie ? Selon des informations révélées par le site allemand Der Spiegel, la Commission européenne étudierait actuellement la possibilité d'introduire davantage de flexibilité dans cette réglementation. Cette ouverture permettrait aux véhicules hybrides rechargeables et aux voitures électriques équipées de prolongateurs d'autonomie de rester sur le marché après 2035.

Une perspective qui découlerait directement des pressions exercées par l'industrie automobile. Et ce avec l'Allemagne en fer de lance. L'origine de ce possible assouplissement résiderait dans un document stratégique rédigé fin janvier par la Commission. Ce texte marque une inflexion notable par rapport à la ligne dure adoptée jusqu'ici en faveur des véhicules 100 % électriques. En substance, l'Union européenne reconnaîtrait désormais la nécessité d'un dialogue avec les industriels. Le but ? Identifier des solutions garantissant leur compétitivité. Le tout en maintenant les objectifs climatiques fixés à l'horizon 2025 et 2035.

Une bonne nouvelle ?

Ce document indique alors que « dans le cadre du dialogue, nous identifierons des solutions immédiates pour préserver la capacité de l'industrie à investir, en examinant les flexibilités possibles pour garantir que notre industrie reste compétitive. Sans perdre nos ambitions

globales pour 2025 ». Mais concrètement, qu'est-ce que cela va réellement changer ? En fait, cette déclaration ouvre ainsi la porte à un maintien des véhicules hybrides rechargeables et des voitures dotées de moteurs à essence auxiliaires, qui serviraient uniquement à prolonger l'autonomie des batteries électriques. Une décision qui irait dans le sens des constructeurs automobiles, inquiets des contraintes imposées par l'interdiction totale des moteurs thermiques.

Derrière ce possible revirement, on retrouve Eckart von Klæden. Ce dernier est un ancien homme politique allemand désormais en charge des relations institutionnelles chez Mercedes-Benz. Un détail significatif, puisque depuis janvier 2024, l'Acia (Association des constructeurs européens d'automobiles) est dirigée par Ola Källenius. Pour mémoire, il s'agit de l'actuel PDG du constructeur à l'étoile. L'association, qui regroupe les plus grands constructeurs automobiles européens, exerce depuis plusieurs mois une pression constante sur Bruxelles. L'objectif : assouplir les futures réglementations autour de la mobilité. Et notamment au sujet des amendes liées aux émissions polluantes et l'échéance impérative de 2035.

Jusqu'à présent, l'Union européenne privilégiait le véhicule électrique comme seule alternative aux moteurs thermiques. Toutefois, la nouvelle approche évoquée dans le document stratégique laisse entendre que les carburants synthétiques (ou e-carburants) pourraient également jouer un rôle dans la transition énergétique. Mais il faudra encore patienter avant d'en savoir un peu plus.

**Par Marie Lizak
Extrait de autoplus.**

Demain Charleroi

Atelier, l'art du collage

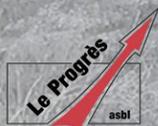
Le 19 Avril à 13h



Inscription: aurelieacjj@gmail.com

Prix: 5euros

11 rue Julien Lahaut
6020 Dampremy



Une organisation du Progrès ASBL
avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles